

# 21ème réunion du comité de pilotage

## Rapport de synthèse

7 et 8 juillet 2021  
Réunion virtuelle

### Objectifs

- Session 1 : Initier les préparatifs de la prochaine réunion de haut niveau en 2022, avec un brainstorming sur la vision politique et les objectifs stratégiques, suivi d'une discussion sur la façon dont les membres peuvent soutenir les préparatifs.
- Brainstorming : Climat et efficacité du développement : Explorer l'intérêt et les points de vue des membres sur la discussion des liens entre l'agenda du changement climatique et l'efficacité de la coopération au développement dans la perspective de la prochaine réunion de haut niveau et au-delà.
- Session 2 : Écoutez les membres vous informer des derniers progrès des "Dialogues d'action" au niveau des pays, examinez comment les membres mobilisent le soutien pour les Dialogues d'action et convenez de la façon d'utiliser les preuves émergentes pour le MHN3.
- Session 3 : Informer les membres sur les étapes initiales et les travaux en cours liés à l'examen du GPEDC, et discuter de la façon d'utiliser les résultats émergents pour favoriser l'engagement politique dans la perspective de la prochaine réunion du Comité directeur.
- Session 4 : Présenter et recueillir des commentaires sur la proposition consolidée des coprésidents concernant les contours d'un cadre de suivi révisé et les éléments clés d'un processus de suivi amélioré, ainsi que sur les prochaines étapes de la réforme du suivi.

Pour les documents de référence et les présentations de cette réunion, veuillez consulter [cette page](#).

Pour une liste complète des membres du comité directeur, veuillez consulter [cette page](#).

### Contacts de l'équipe de soutien commune

Thomas Boehler, e-mail : Thomas.Boehler@oecd.org, tél. : +33 1 45 24 87 75,  
Rod Mamudi, e-mail : Rod.Mamudi@undp.org, tél. : +1 212 906 5742

*En raison de la pandémie de COVID-19, le 21e comité de pilotage s'est tenu virtuellement sur deux jours, avec une interprétation anglais-français à la disposition des membres. La réunion a été présidée par les quatre coprésidents du Partenariat et a rassemblé des participants représentant les membres du comité.*

## Introduction

**S.E. l'ambassadeur Thomas Gass**, directeur général adjoint de la Direction du développement et de la coopération (Suisse), a souhaité la bienvenue aux membres et a noté que la pandémie a mis en lumière l'importance de ne laisser personne de côté, comme le prévoit l'Agenda 2030. S.E. Amb. Gass a demandé aux membres de réfléchir au rôle que le Partenariat peut jouer pour mieux avancer et soutenir la réalisation des ODD.

**S.E. M. Christian Mwando Nsimba**, Ministre du Plan (RD Congo), s'est adressé au Comité pour la première fois en tant que nouveau Coprésident. Réfléchissant à l'impact du COVID-19, le ministre a souligné l'importance d'un financement efficace des systèmes de santé dans les pays partenaires. Le ministre a encouragé une plus grande coordination entre les partenaires du développement au niveau national, et une action collective pour soutenir la transparence et la responsabilité. Il a encouragé les membres à travailler ensemble afin de profiter de la prochaine réunion de haut niveau pour placer le Partenariat mondial au cœur des efforts visant à atteindre les ODD.

**Mme Fatima Yasmin**, secrétaire de la division des relations économiques du ministère des Finances (Bangladesh), représentant S.E. M. Mustafa Kamal, ministre des Finances, a rappelé aux membres que le rétablissement de la pandémie est encore loin, de nombreux pays étant confrontés à de nouvelles "vagues" de la pandémie. Dans ce contexte, le Partenariat mondial devrait soutenir une action fondée sur des principes et des preuves pour améliorer les partenariats sur le terrain et ne laisser personne de côté. Mme Yasmin a invité les membres à réfléchir à la manière de mobiliser l'engagement politique dans la perspective de la prochaine réunion de haut niveau, en particulier les bénéficiaires de la coopération au développement.

**M. Vitalice Meja**, directeur exécutif du Bilan de l'aide en Afrique (coprésident non exécutif), a souligné que l'efficacité du développement devait devenir la norme et non un choix dans le monde post-pandémique. L'efficacité doit être le cadre directeur par lequel les pays abordent les défis de la pandémie et l'avenir au-delà de la crise actuelle. Il a encouragé les membres à penser à utiliser la prochaine réunion de haut niveau comme une étape importante pour améliorer leurs programmes et projets et, en fin de compte, la vie des gens.

## Principaux résultats

**Le comité de pilotage a :**

- ont **convenu de la vision politique et des objectifs stratégiques de la prochaine réunion à haut niveau**, en donnant la priorité à l'élaboration d'un récit clair pour attirer l'attention politique avant l'événement.
- **s'est félicité de l'offre de la Suisse d'accueillir la réunion de haut niveau de 2022 à Genève**, qui aura très probablement un format hybride pour permettre à tous les groupes d'intérêt de participer activement aux discussions.
- **a convenu que les messages soulignant l'importance de l'efficacité dans l'action sur le climat et le financement connexe pourraient être pertinents pour les discussions lors de la COP26** et que les coprésidents examineront avec les membres comment ces messages peuvent être transmis.
- **s'est félicité des efforts déployés par les membres et les pays pour mener des "dialogues d'action" multipartites inclusifs au niveau national**, afin de renforcer l'efficacité de la coopération au développement au niveau national et de générer de nouvelles idées sur les questions d'efficacité afin d'informer la responsabilité au niveau mondial.
- ont **réitéré leur soutien à l'examen du Partenariat mondial** et ont noté les progrès réalisés jusqu'à présent dans l'évaluation des contributions des parties prenantes. Les membres se sont félicités de la possibilité de contribuer au processus d'examen après la publication d'un premier rapport à la fin de l'été ou au début de l'automne, tandis que la République de Corée a offert un espace lors du prochain Forum de Busan sur le partenariat mondial pour examiner plus avant les conclusions à la fin de 2021.

- ont **approuvé la proposition des coprésidents concernant les contours du nouveau cadre d'indicateurs** et ont apprécié les récentes consultations inclusives. Les membres ont également reconnu que des "compromis" devront être conciliés afin de réaliser l'ambition de la réforme, notant que beaucoup reste à faire sur la réforme dans la période relativement courte avant la prochaine MHN.

### Session 1 :

- ✓ Les **membres ont exprimé un haut niveau de soutien aux propositions relatives à la vision politique et aux objectifs stratégiques de la réunion de haut niveau de 2022 faites par les coprésidents**. Ils ont souligné la nécessité d'un **discours clair** pour susciter un soutien politique avant la réunion et lier l'efficacité aux efforts mondiaux pour reconstruire en mieux et plus vert. Les membres ont suggéré qu'un tel récit devrait s'attacher à démontrer **comment l'efficacité permet d'obtenir un meilleur impact** et la nécessité d'une **approche de l'ensemble de la société** pour réaliser l'Agenda 2030. Ils ont également convenu qu'il est essentiel de se concentrer sur la manière dont l'efficacité du développement peut contribuer à l'ambition de ne laisser personne de côté dans la pratique pour faire de l'efficacité un véritable programme politique, tout en restant dans le cadre du mandat du GPEDC et en s'alignant sur d'autres processus, et ils ont exprimé leur volonté de soutenir les coprésidents dans l'élaboration de ce programme et dans l'obtention d'un soutien pour celui-ci dans la perspective de la Réunion de haut niveau.
- ✓ Les **membres se sont félicités de l'offre de la Suisse d'accueillir la prochaine réunion de haut niveau en 2022** et ont convenu que l'événement aura très probablement un **format hybride**, afin de permettre une participation effective de tous les groupes d'intérêt aux niveaux pertinents, en personne et virtuellement. Le **nouveau cadre et le nouveau processus de suivi**, l'**examen du partenariat**, les travaux et les idées des **domaines d'action** du partenariat ainsi que les dialogues d'action menés par les pays seront autant d'éléments qui alimenteront la réunion. Un **bref communiqué politique** a été suggéré comme étant le format le plus approprié pour un document final.

### Brainstorming - Action climatique et efficacité du développement :

- ✓ Les **membres ont souligné l'importance de l'efficacité du développement dans l'action sur le changement climatique**. Certains membres ont toutefois exprimé des inquiétudes quant à l'engagement du Partenariat dans le domaine du climat et de l'environnement, compte tenu des ressources limitées et des autres processus actifs dans ce domaine. Un large consensus s'est dégagé sur le fait qu'une action climatique efficace bénéficierait d'une plus grande reconnaissance et d'une meilleure application des quatre principes et que les membres devraient porter ce message à la COP 26, si possible.

### Session 2 :

- ✓ Les **membres ont présenté la manière dont ils planifient leurs dialogues d'action**, profitant de cette occasion pour **favoriser le dialogue et l'action collective sur les preuves liées à une coopération au développement efficace**, y compris celles de l'**exercice de suivi**.
- ✓ Étant donné l'importance de la participation inclusive des parties prenantes au niveau des pays dans les dialogues d'action, il est important que tous les **groupes d'intérêt et les parties prenantes se réfèrent à la plateforme de partage des connaissances** pour obtenir des informations pertinentes sur la liste des pays confirmés, **afin de mobiliser le soutien et l'engagement au niveau des pays**.

### Session 3 :

- ✓ Les membres se sont mis d'accord sur une **feuille de route pour le processus d'examen** afin de produire des recommandations concrètes et réalisables pour améliorer le Partenariat mondial, y compris un atelier de réflexion et le Forum du Partenariat mondial de Busan en 2021 comme étapes importantes. La 22<sup>e</sup> réunion du comité directeur examinera les recommandations dans leur intégralité.
- ✓ Les membres ont souligné que cette révision est essentielle pour **comprendre comment le Partenariat peut mieux fonctionner afin d'inciter** les différentes parties prenantes à mieux travailler au niveau national, à mener des politiques et à promouvoir la responsabilité dans des contextes mondiaux et locaux changeants.

### Session 4 :

- ✓ Les membres **ont approuvé les contours** du cadre de suivi révisé proposé par les coprésidents, en notant le processus inclusif qui a présidé à leur élaboration. Tout en exprimant leur accord général avec la vision stratégique, ils ont soulevé des **questions sur la manière dont les différents défis seront conciliés**, notant que des **choix difficiles devront être faits à cette fin**.
- ✓ En ce qui concerne les prochaines étapes de la réforme, les membres ont encouragé l'**accélération du rythme de la réforme**. Ils ont demandé que les grands contours soient traduits en propositions plus spécifiques liées aux indicateurs dès que possible. Les coprésidents ont souligné la **complexité du travail technique à venir**, qui nécessitera une approche holistique pour intégrer les contours dans un "système" d'indicateurs cohérent.

## Résumé des délibérations

### Session 1 : Mieux assurer le développement pour faire progresser les ODD - Préparation de la prochaine réunion de haut niveau du GPEDC

*Modéré par S.E. M. Thomas Gass, Suisse. Membres qui ont pris la parole : Les quatre coprésidents ainsi que le Canada, le CIPE, la Colombie, le CPDE, la présidence du CAD, l'UE, l'Allemagne, l'UIP, la CSI, le NEPAD, le Népal, le PIFS, la République de Corée, l'UNSDG, WINGS.*

#### Partie 1 : Vision politique et objectifs stratégiques

- Les membres ont accueilli favorablement et approuvé la vision et les objectifs proposés pour la prochaine réunion de haut niveau présentés par les coprésidents, en mettant fortement l'accent sur la mise en œuvre de **l'approche** du développement durable axée sur **l'ensemble de la société**. Les membres ont souligné la nécessité d'investir davantage dans la localisation de l'Agenda 2030 et de démontrer clairement comment l'efficacité peut soutenir les efforts pour aller de l'avant, mieux et plus vert, au niveau national, après la pandémie de COVID et en ne laissant personne derrière. Certains membres ont proposé des idées pour élargir la portée du travail et réinterpréter les principes pour différents contextes et secteurs, tandis que d'autres ont recommandé de se concentrer carrément sur le créneau de la GPEDC et les engagements pris à Busan et à Nairobi.
- En ce qui concerne les résultats attendus, les membres ont souligné l'importance de présenter un **processus et un cadre de suivi renouvelés**, plus flexibles et alignés sur les politiques des pays partenaires et les processus liés aux ODD. Certains membres ont rappelé l'ambition de préparer et de présenter des projets pilotes pour démontrer la force de la nouvelle approche de suivi lors de la réunion de haut niveau. Les **conclusions des dialogues d'action** devraient montrer

comment l'exercice de suivi peut déboucher sur des actions concrètes au niveau national pour améliorer l'efficacité.

- **Les** membres ont suggéré que le MHN soit informé des **conclusions des dialogues d'action** et des **recommandations de l'examen du GPEDC**.
- Afin de générer un soutien politique dans la période précédant la réunion, les membres ont suggéré d'investir dans une **stratégie de communication** qui montre des exemples concrets de la manière dont une coopération au développement efficace peut contribuer à un **meilleur impact et soutenir les agendas de développement nationaux**. Dans ce sens, les membres ont soulevé que les idées générées par les dialogues d'action et les études de cas attendues des différents domaines d'action comme sources d'information et de données pour un tel effort.

## Partie 2 : Processus, format et résultats de l'engagement politique

- La **Suisse a proposé d'accueillir la prochaine réunion de haut niveau**, sous réserve d'un format convenu (virtuel ou hybride). Les membres ont accueilli favorablement cette offre, ont souligné les avantages de la tenue de la réunion à Genève pour établir un lien avec les processus de l'ONU et ont évoqué les aspects positifs de la tenue d'au moins une partie de la réunion en face à face pour faciliter les réunions informelles et bilatérales. Néanmoins, il a été dit que l'incertitude de la pandémie rendrait difficile la présence de tous les participants sur place et les membres ont suggéré que le format exact soit décidé ultérieurement afin de s'assurer que la décision soit prise en fonction des derniers développements de la pandémie.
- Pour ce qui est de susciter l'engagement politique, les membres ont souligné la nécessité **d'élaborer et de communiquer clairement un récit** montrant la valeur ajoutée d'une coopération au développement efficace et de la GPEDC pour soutenir la réalisation de progrès accélérés sur les ODD, la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et son engagement à ne laisser personne de côté. Ils ont souligné la nécessité d'une approche stratégique pour élaborer et communiquer ce discours avant la réunion de haut niveau, afin de recueillir le soutien politique nécessaire à cet agenda et d'assurer la participation des ministres à la réunion de haut niveau.
- Les membres ont exprimé leur soutien à l'idée que le résultat de la réunion de haut niveau soit un **bref communiqué politique** qui évite le long processus de rédaction et de validation du document final de Nairobi.

## Brainstorming : Climat et efficacité du développement

*Modéré par Amb. Thomas Gass, Suisse ; Membres qui ont pris la parole : Bangladesh, Canada, CPDE, Président du CAD, UE, Allemagne, CSI, ORU-FOGAR, PIFS, CGLU, UNSDG, Vitalice Meja, WINGS.*

Les membres se sont félicités de la discussion sur les **liens entre l'action climatique et l'efficacité du développement dans le cadre du GPEDC**. Ils ont reconnu l'importance du sujet et du rapprochement des agendas du développement et de l'environnement/climat, mais ont également soulevé des questions sur la contribution que la GPEDC pourrait apporter en pratique. Les membres ont convenu d'explorer plus avant la manière de garantir que les actions en faveur du climat dans le contexte de la coopération au développement soient plus solidement ancrées dans les principes d'efficacité. Les modalités de ce soutien devront être discutées plus avant afin de s'assurer que ces efforts ne compromettent pas la mise en œuvre du plan de travail actuel et ne détournent pas les ressources des activités de base. Les coprésidents ont proposé de poursuivre cette conversation avec les membres afin d'explorer les voies potentielles d'engagement qui exploitent la valeur ajoutée du PMCED.

## **Session 2 : Dialogues d'action - Maximiser l'impact à la lumière de COVID-19**

*Modérée par Mme Fatima Yasmin, Bangladesh ; les membres qui ont pris la parole : Afghanistan, Colombie, Côte d'Ivoire, CPDE, RDC, UE, UIP, CSI, Népal, République de Corée, Suisse, UNSDG.*

- En vue de renforcer l'efficacité de la coopération au développement dans leur pays, **cinq pays partenaires ont partagé leurs plans pour mener un dialogue d'action en 2021**. Il s'agit notamment de :
  - La RDC organise un dialogue participatif national afin de poursuivre les initiatives de financement des ODD en cours. Le dialogue viendra compléter les mécanismes existants et visera à renforcer les échanges inclusifs en matière de financement du développement, de coopération effective et de développement.
  - L'Afghanistan est en train de finaliser une note conceptuelle pour intégrer un dialogue d'action dans les dialogues nationaux de coopération au développement qui doivent avoir lieu fin septembre ou début octobre. Le dialogue d'action vise, entre autres, à renforcer le lien entre la planification du développement et la budgétisation afin de stimuler la mise en œuvre du plan de développement stratégique du pays, le plan national de paix et de développement de l'Afghanistan II (ANPDF II).
  - La Colombie prévoit de lier son Dialogue d'action au Centre de connaissances sur la coopération Sud-Sud afin de promouvoir l'échange de connaissances et d'informations sur cette question. Le dialogue sera organisé avec diverses parties prenantes dans le but de discuter de la manière de rendre la coopération Sud-Sud plus efficace dans le contexte de la transition du développement.
  - La Côte d'Ivoire a tenu plusieurs réunions préparatoires en amont de son dialogue d'action, qui vise à aboutir à un mémorandum sur l'état de la coopération efficace au développement, à des actions de suivi connexes, à un mécanisme de dialogue et à un mécanisme analytique pour évaluer la coordination du développement.
  - Le Népal prévoit un dialogue d'action qui se concentrera sur la compréhension de l'efficacité dans différents secteurs, ainsi que sur la manière de renforcer les partenariats efficaces et de diffuser les leçons qui en découlent auprès des différentes parties prenantes (par exemple, au niveau infranational, dans le secteur privé, etc.)
- Les membres ont salué les efforts déployés par les pays partenaires pour mener un dialogue d'action et ont signalé leur intérêt à soutenir et à s'engager davantage dans ces efforts. Les membres ont été encouragés à **consulter régulièrement la [plateforme de partage des connaissances](#) pour obtenir des informations pertinentes** sur la liste des pays confirmés, et à mobiliser activement le soutien et l'engagement au niveau national pour les pays qui ont confirmé leur intention de mener un dialogue d'action en 2021.

## **Session 3 : L'examen du partenariat mondial**

*Modéré par S.E. M. Christian Mwando Nsimba, RDC ; Les membres qui ont pris la parole : Canada, CPDE, UE, Allemagne, UIP, République de Corée, UNSDG.*

- En ce qui concerne la réponse aux premières conclusions, les membres ont été positifs quant au travail entrepris jusqu'à présent et à l'approche réfléchie et franche de l'examen, ce qui correspond bien à une initiative aussi investie dans la transparence. L'examen étant en cours, les membres ont indiqué qu'ils s'attendaient à ce qu'il produise des **recommandations concrètes et**



**réalisables pour renforcer le travail du Partenariat, à la fois à court terme (jusqu'à la prochaine réunion de haut niveau) et à plus long terme, si nécessaire.**

- Les membres ont convenu que davantage d'efforts devraient être consacrés à l'analyse des résultats au niveau national, plutôt qu'au niveau mondial, afin d'aider à la mise en œuvre d'actions locales. Les membres ont également convenu de l'intérêt d'inciter les membres à améliorer les résultats au niveau national.
- Les membres ont avancé l'idée de former des **alliances et des partenariats plus solides au sein de la sphère multilatérale/du système des Nations unies**, en se concentrant sur quelques questions plus actuelles, telles que la numérisation, le changement climatique, le redressement post COVID-19, etc. et en établissant des liens pertinents sur ces questions.
- Ils ont également reconnu la conclusion initiale selon laquelle le Partenariat est principalement dirigé par des champions, c'est-à-dire qu'il s'appuie fortement sur les efforts considérables d'un groupe restreint de ses membres. Bien que cela fasse partie de l'éthique volontaire et inclusive que le Partenariat défend, il est possible d'améliorer la façon dont le Partenariat peut impliquer les membres pour qu'ils soient plus proactifs dans différents domaines de travail.
- Les membres ont exprimé leur inquiétude quant au manque de reconnaissance du Partenariat en tant que plateforme "légitime" dans le contexte de l'Agenda 2030. Bien que le Partenariat soit apprécié en tant qu'espace moins rigide/formel et à faible seuil où les partenaires peuvent se réunir de manière constructive pour une coopération au développement efficace, le fait de ne pas être perçu comme une plateforme plus légitime pourrait limiter l'influence du Partenariat sur l'Agenda 2030.
- Les membres ont suggéré d'**examiner plus en détail les modèles d'autres initiatives multipartites qui ont des liens étroits avec les efforts au niveau national**, pour trouver d'autres exemples d'approches qui s'attaquent à des problèmes locaux spécifiques au niveau national (bien que l'équipe des examinateurs ait également noté que de nombreuses initiatives de ce type sont confrontées à des difficultés pour traduire les résolutions mondiales en actions au niveau national).
- Les entretiens se terminant à la fin du mois de juillet, les consultants analyseront et présenteront les premières conclusions d'ici le mois d'août, qui seront ensuite discutées avec les parties prenantes au cours de l'automne. Les **membres conviennent d'utiliser l'atelier sur le "sense making" (mi-septembre) et le Forum mondial de partenariat de Busan (fin novembre) comme jalons pour aborder la manière dont les résultats de l'examen peuvent être exploités**. La 22<sup>e</sup> réunion du comité directeur examinera les recommandations dans leur intégralité.
- Les membres ont souligné la nécessité de dégager un consensus autour des propositions issues de l'examen avant la réunion de haut niveau, afin qu'elles puissent constituer la base d'un partenariat renouvelé et revigoré à lancer lors de la réunion de haut niveau, et ont demandé que le processus de recherche de consensus soit inclus dans la feuille de route du processus d'examen.

#### **Session 4 : La réforme du suivi du Partenariat mondial : vers de nouvelles preuves, une meilleure responsabilité et plus de pertinence**

*Modéré par M. Vitalice Meja, 4<sup>ème</sup> Coprésident ; Membres qui sont intervenus : Allemagne, Canada, Colombie, CPDE, UE, UIP, CSI, République de Corée, Suisse, CGLU, UNSDG.*

Partie 1 : Vision stratégique ; contours du nouveau cadre d'indicateurs

- Les **membres ont approuvé les contours proposés par les coprésidents** et se sont félicités des consultations approfondies et inclusives menées auprès des groupes d'intérêt depuis la dernière réunion du Comité. Plusieurs contours spécifiques ont été particulièrement bien accueillis par les membres, notamment en ce qui concerne le suivi de l'initiative "Leave no one behind" (LNOB), les principes de Kampala, la coopération Sud-Sud, les dons multilatéraux, ainsi que l'objectif général de rendre le cadre plus inclusif et de refléter le rôle des différentes parties prenantes dans la coopération au développement.
- Les **membres estiment que les contours** représentent les grandes questions à prendre en compte dans le nouveau cadre **et qu'ils doivent, dès que possible, être traduits en propositions plus spécifiques concernant les indicateurs**. Les membres accueilleraient favorablement l'opportunité d'examiner une ébauche provisoire avec des éléments du nouveau cadre d'indicateurs, même sous une forme approximative, avant la prochaine réunion du Comité et avant que des travaux méthodologiques importants ne soient entrepris. Cela pourrait aider à concilier les contradictions et à faire des choix.
- Il a été suggéré qu'au fur et à mesure que les travaux sur le nouveau cadre progressent, il faudrait prendre en considération les [travaux antérieurs du GPEDC pour surveiller l'efficacité dans les situations fragiles et affectées par des conflits](#). **La vision stratégique de la nouvelle proposition de suivi a fait l'objet d'un accord général, mais des questions ont également été soulevées quant à la manière dont certaines contradictions apparentes contenues dans cette proposition seront conciliées**. Les membres ont souligné le défi de produire un cadre simplifié tout en incluant des informations supplémentaires et plus qualitatives, ainsi que d'avoir un cadre plus léger tout en maintenant un degré de comparabilité des données dans le temps. Les membres reconnaissent qu'il y aura des **choix difficiles à faire à mesure que la réforme avancera**.
- Les membres ont souligné que **ce qui est mesuré par le cadre de suivi devrait être informé par les engagements**, et ont encouragé que ce lien avec les engagements soit plus explicite à mesure que le travail sur le cadre avance. Le suivi devrait également renforcer les capacités et s'appuyer sur les processus et les données existants pour éviter les doubles emplois.
- En ce qui concerne la portée et les attentes de ce qui doit être fait d'ici la troisième réunion de haut niveau, ainsi que pour soutenir la reprise du suivi en 2023, les **membres ont souligné la nécessité d'augmenter les ressources et le soutien au JST**.

#### Partie 2 : Questions A et B [processus de suivi] ; prochaines étapes de la réforme

- Les membres se sont félicités de la mise à jour faite par les coprésidents sur la poursuite des travaux relatifs au processus de surveillance, à la fois par le biais de consultations [questions A] et de travaux analytiques [questions B], depuis la dernière réunion du Comité.
- Certains membres se sont concentrés en particulier sur les défis et la **complexité de l'institutionnalisation du processus de suivi** au niveau national [l'une des questions A], où les considérations clés incluent la façon de le faire d'une manière qui favorise une approche multipartite. En ce qui concerne le document analytique **sur l'occurrence du processus de suivi, les membres ont eu des réactions mitigées aux options énumérées**. Certains ont exprimé une préférence parmi les options (en favorisant l'option 1 sur les vagues ouvertes) ; il y avait également des réserves sur la modification du calendrier de l'exercice.
- Il a également été suggéré de se concentrer sur l'élaboration d'une proposition pour le processus de suivi révisé, qui fera l'objet d'une consultation lors d'un événement technique avant la prochaine réunion du comité directeur, et que cela devrait avoir la priorité sur le travail méthodologique sur les indicateurs. **Les coprésidents ont fait savoir qu'ils considéraient le travail sur le cadre comme une priorité**.



- En réponse aux prochaines étapes proposées pour la réforme, plusieurs membres ont souligné que le temps consacré aux consultations au cours de l'année écoulée ne laisse qu'un temps relativement court, avant la troisième réunion de haut niveau, pour le travail technique sur les indicateurs et tout pilotage approfondi des aspects du nouveau cadre et du nouveau processus au niveau national. **Certains membres ont approuvé la feuille de route de la réforme, tandis que d'autres ont souligné la nécessité d'avancer plus rapidement. Les coprésidents ont souligné la complexité du travail à accomplir**, notamment le fait que les contours doivent être intégrés dans un "système" cohérent d'indicateurs, ce qui nécessite une approche holistique. Ils ont réaffirmé que la réforme restera un processus inclusif, les points de vue des membres étant les bienvenus tout au long du processus.

\*\*\*